

À LA FÊTE DE L'HUMANITÉ les voix du féminisme

Nous venons de vivre une superbe Fête de l'Humanité, tant par la participation massive que par la qualité des échanges politiques. Ce cru 2009 a vu une véritable marée humaine qui déambulait dans les allées, partageant concerts, débats, culture dans un joyeux tohu-bohu, où solidarité rimait avec fraternité.

Un évènement politique majeur qui a permis de franchir le mur du silence, 600 000 personnes et toutes les forces de gauche répondant présentes à l'appel de Marie-George Buffet ne sont pas passées inaperçues!

Une fête où la commission nationale *Droits des femmes/féminisme* avait délibérément choisi de ne pas programmer un débat sur les questions qui sont les nôtres, mais d'intervenir ou d'inviter des féministes à intervenir dans les débats qui donnaient la parole aux actrices et acteurs des mouvements sociaux. Nous avons voulu ainsi mettre l'accent sur une réalité fondamentale : les femmes ne

sont pas une catégorie sociale, elles vivent inégalités et discriminations en raison de leur sexe, elles sont donc toujours doublement pénalisées et ce dans tous les domaines de la vie, même dans la sphère privée. Affirmant cela, il n'est pas

question pour nous de tomber dans la victimisation, tout au contraire, car prise de conscience rime avec luttes. Les femmes sont les premières actrices de leur libération, même si elles n'y parviennent et n'y parviendront que dans un combat réunissant les femmes et les hommes. Pourquoi devoir toujours le réaffirmer ?

Cette fête 2009 a donc été l'occasion pour Maya Surdut et Suzy Rotmann de prendre la parole, respectivement à l'Agora et au stand du Conseil national, au nom du *Collectif national droits des femmes* (CNDF), pour appeler à la manifestation du 17 octobre ; Caroline Fourest a démontré la dimension féministe de toute transformation de la société ; quant à moi, lors d'un échange sur le monde du travail, j'ai tenté de rendre visible l'exploitation capitaliste renforcée par l'aliénation patriarcale que subissent les femmes. Nous avons également pu construire une intervention, à l'Agora, de Sylviane Agazinski, sur la réalité qui se cache derrière la révision de la loi de bioéthique, notamment concernant les mères porteuses.

Fête de l'Humanité rebelle, au parfum unique, qui permet de construire des ponts, des passerelles entre les luttes des femmes du monde entier. Fête qui nous donne des ailes pour prolonger nos combats, pour consolider et amplifier le Front de gauche, afin d'ouvrir une véritable alternative à gauche.

Le défi qu'il nous faut relever est de donner envie à plus de femmes de s'engager pour écrire un projet politique répondant à leurs attentes, leurs aspirations, les ateliers organisés en octobre en offrent la possibilité.

Pensons les interventions à la lumière de ce que vivent les femmes, en ayant le souci d'organiser des tribunes mixtes, travaillons à une communication qui s'adresse véritablement aux femmes.

Mais les rassemblements indispensables pour gagner des majorités d'idées s'opèrent aussi dans les luttes. Soyons donc très nombreuses et nombreux à la manifestation du 17 octobre sur les droits des femmes, dans un cortège du PCF dynamique et combatif.

Laurence Cohen



Éminisme Commu

sur le site du PCF
www.pcf.fr/femmes

commission

Droits des femmes/féminisme

OCTOBRE 2009

Activité de la commission nationale

Organisation de la manifestation
du 17 octobre Page 2

Argumentaire pour projet de tract
du PCF concernant la manifestation
du 17 octobre Pages 3-4-5

Modèle de lettre aux adhérentes
et adhérents Page 6

Agenda Page 7



LE 17 OCTOBRE mobilisation pour les droits des femmes

ÉGALITÉ, DIGNITÉ, AUTONOMIE, LIBERTÉ, LAÏCITÉ, SOLIDARITÉ

6 thématiques vont ainsi couvrir le cortège de la manifestation du 17 octobre à Paris, qui partira de la Bastille à 14h30 pour se rendre vers l'Opéra.

À ce jour, la mobilisation pour la préparation de cette manifestation s'amplifie, les réunions unitaires comptent toujours plus de monde. Compte tenu de tous ces éléments et du nombre d'appelants (*signatures tract ci-joint*), cette manifestation peut avoir de l'ampleur.

C'est pourquoi le cortège du PCF ne peut, comme souvent c'est le cas, être famélique et donner l'image d'une affaire de femmes uniquement. Certes, de nombreuses camarades sont prises dans le cortège de leurs associations, c'est pourquoi l'implication des fédérations est indispensable pour une forte mobilisation.

Il y aura des panneaux déclinant ces thématiques, les associations féministes seront à l'avant du cortège, puis les organisations de Jeunesse, les syndicats par ordre alphabétique, enfin les partis politiques par ordre alphabétique.

Je rappelle pour mémoire que le PCF se revendique du combat communiste et féministe, de nombreuses féministes sont d'ailleurs attentives à l'engagement du PCF sur cette question des droits. Il est apprécié pour le travail qu'accomplissent également ses parlementaires. Notre cortège ne peut donc pas décevoir. Il doit être large, mixte, important et dynamique. Trop souvent notre mobilisation en la matière se borne à une mobilisation symbolique. Prouvons que nous sommes en accord avec le combat contre toutes les discriminations et pour les droits des femmes.

Des sucettes, des badges, des drapeaux seront à disposition. Nous espérons obtenir l'édition de chasubles ou de bonnets phrygiens, pour symboliser l'exigence des droits républicains. Les fédérations qui le souhaitent peuvent elles aussi penser à la fabrication de matériel visuel et sympa pour la manif, toutes les idées sont les bienvenues.

Nous vous proposons donc d'atteindre AU MINIMUM les chiffres de mobilisation par fédération suivants :

PARIS	200
VAL DE MARNE, HAUTS DE SEINE, SEINE-SAINT-DENIS	200
YVELINES, VAL D'OISE, ESSONNE, SEINE ET MARNE	80

Les autres départements : entre 10, 20, 30 et plus participant-e-s



17 OCTOBRE : ARGUMENTS ET MODÈLE DE TRACTS

rebelles et citoyennes

LE 17 OCTOBRE

DANS LA RUE AVEC LES FEMMES POUR DIRE : CELA SUFFIT

Depuis plusieurs décennies, nos exigences d'égalité, d'autonomie, de liberté, de dignité, de solidarité et de laïcité se heurtent encore et toujours à des choix politiques discriminatoires. Cela suffit...

La politique gouvernementale de ces dernières années marquent un véritable recul pour toutes et tous. Jamais il n'y a eu autant de richesses dans ce pays, les actionnaires n'ont pas vu leur train de vie baisser, les banques ont reçu les dividendes de l'État, les traders sont rémunérés toujours plus. Mais nous, le monde du travail, nous les femmes, on nous refuse toujours l'égalité, on rogne sur nos droits à la santé, à la retraite, sur les 35 heures. Bientôt il faudra travailler le dimanche et terminer sa carrière à 67 ans. Nous avons atteint la limite à ne pas dépasser en matière d'inégalités et d'injustices.

Rebelles et citoyennes, nous serons massivement mobilisées aux côtés de toutes les femmes, pour nos droits.

Rebelles et citoyennes, parce qu'il faut absolument faire échec à cette politique de Sarkozy qui bafoue une fois de plus les femmes, en menaçant de retirer les petits rattrapages aux inégalités, comme les bonifications retraites ou qui, faute de moyens, contraint plusieurs hôpitaux à fermer les centre IVG. Non à cette politique qui nous conduit chaque jour un peu plus à la catastrophe.

Rebelles, citoyens et citoyennes, nous militantes et militants communistes, appelons à manifester le 17 octobre 2009 pour faire entendre nos revendications.

Rendez-vous place de la Bastille à 14h30, pour une manifestation massive et joyeuse à la conquête de nouveaux droits permettant à l'ensemble de la société de vivre mieux dans l'égalité et la dignité.

LIBERTÉ

Le droit fondamental des femmes à disposer de leur corps et de décider de leur maternité est un préalable incontournable pour que les femmes puissent disposer de leur personne, décider de leur vie privée et sociale. C'est l'une des libertés fondamentales.

Ce droit est constamment menacé par les lobbies religieux, par les anti-avortements ou encore par le gouvernement lui-même (exemple, la loi Garaud ou la menace de fermeture de plusieurs centres IVG des hôpitaux publics à Paris). Malgré la loi qui permet l'IVG jusqu'à 12 semaines, 5 000 femmes avortent à l'étranger faute de structures, de personnels hospitaliers et de moyens. Pour que les lois s'appliquent réellement, il faut les assortir de moyens concrets et arrêter de casser l'hôpital public.

Contraception

- campagnes nationales d'information sur la contraception

- remboursement sur ordonnance de tous les moyens contraceptifs
- éducation sexuelle et contraceptive dans les collèges et les lycées.
- remise des pilules d'urgence par les infirmières des établissements scolaires
- gratuité des moyens de contraception pour les jeunes filles.

Interruption volontaire de grossesse

Moyens budgétaires permettant une réelle application de la loi du 4 juillet 2001 pour le fonctionnement des centres d'unités hospitalières qui pratiquent l'IVG, pour la création de nouvelles unités spécialisées extra-hospitalières dévolues à la contraception, à l'IVG et à la prévention pour la pratique de l'IVG médicamenteuse, avec reconnaissance du statut du personnel et des médecins des centres IVG.

Droit à la contraception et à l'avortement pour toutes les femmes d'Europe.

Élisabeth Ackermann

ÉGALITÉ

Porter l'idée d'égalité des droits entre les femmes et les hommes revient à agir au quotidien pour la transformation de la société.

Des décennies de droits inscrits dans la constitution, dans les lois, n'ont pas suffi à réaliser l'égalité de droits. Ils sont aujourd'hui un fait indiscutable, ils ont permis des avancées réelles et importantes (droit à l'IVG, lois sur la parité en politique...), mais l'ampleur des attaques actuelles contre les droits des femmes montre qu'il nous faut à la fois résister pour ne pas perdre ces acquis et conquérir de nouvelles avancées progressistes en matière d'égalité réelle.

Avancer vers plus d'égalité dans la vie politique et citoyenne implique de conquérir le droit au statut

de l'élu-e, permettant de se former, de sécuriser son emploi dans le cadre d'un mandat, de disposer du temps nécessaire à l'exercice de ses responsabilités.

Avancer vers plus d'égalité nécessite de développer une culture de l'égalité, dès le plus jeune âge, de la maternelle à l'université dans l'apprentissage des savoirs ; dans la famille, afin de permettre une réelle répartition des tâches ménagères.

Avancer vers plus d'égalité au travail passe par l'obligation pour les entreprises d'appliquer les lois sur l'égalité professionnelle, telle qu'expérimentée dans des régions de France.

Gaëlle Abily

vice-présidente du Conseil régional de Bretagne

DIGNITÉ

C'est combattre toutes les violences à l'égard des femmes, c'est la raison pour laquelle nous luttons pour le vote au Parlement de la loi cadre déposée par le CNDF.

Dignité, c'est aider à éradiquer la prostitution en mettant en œuvre les moyens humains et matériels. La prostitution est pour nous une violence ultime.

Dignité, c'est aussi respecter l'individu et notamment toutes ces femmes migrantes qui sont privées de leurs propres papiers, dépendant ainsi de leurs conjoints.

Dignité, c'est respecter le droit au logement pour toutes et tous ainsi que le droit au travail.

AUTONOMIE

85 % des temps partiels imposés et 80 % des bas salaires sont féminins. Le salaire des femmes est inférieur de 27 %. Rendre concret **à travail égal, salaire égal** est urgent et possible, par la revalorisation des salaires, des qualifications, des emplois, l'accès à tous les métiers.

50 % des femmes ont une retraite inférieure à 600 euros. Maintenir la majoration de durée d'assurance (bonification aux mères de famille) est impératif pour compenser une infime partie des inégalités de toute une carrière (la retraite d'une femme est inférieure de 42 % à celle d'un homme). Sortir des discriminations passe par une **véritable égalité hommes/femmes** dans les études, les

formations continues, les déroulements de carrière, l'accès aux postes de responsabilités.

Concilier vie professionnelle et familiale est, pour 81 % des femmes, synonyme d'inégalités dans la répartition des tâches ménagères. Sortir des dominations passe aussi par le développement des formules de gardes des enfants, des services publics de proximité dans l'éducation, ainsi que l'aménagement et la réduction du temps de travail sans perte de salaire. Favoriser le taux d'activité des femmes, leur autonomie, passe par la **lutte, ensemble, femmes et hommes, pour l'égalité** dans tous les domaines de la vie.

Élisabeth Maugars

17 OCTOBRE : ARGUMENTS ET MODÈLE DE TRACTS

LAÏCITÉ

La laïcité, loi de 1905, ne concerne pas seulement la séparation de l'Église et de l'État. Elle réaffirme le rôle de la République et proclame que tout être humain a des droits inaliénables. Elle aura notamment permis aux femmes de ne plus être soumises à la loi divine, mais aux lois de la République. Le droit de choisir sa maternité, la reconnaissance du droit à l'avortement fut un long combat des femmes et des féministes, auraient-ils pu aboutir sous les lois divines ?

La laïcité permet d'ouvrir un espace offrant la liberté de croire ou de ne pas croire. Elle garantit à chacun et à chacune l'accès aux connaissances, au savoir, sans préjugés, elle encourage l'autonomie de l'individu contre toutes les tutelles.

Pour autant, sommes-nous à l'abri de reculs ? Non, la pression des religions reste très forte et rencontre des échos favorables auprès de Nicolas Sarkozy. Les exemples sont nombreux, ainsi son discours faisant référence au rôle joué par la religion dans l'éducation des enfants, les récentes mesures qui imposent aux municipalités de financer la scolarisation des enfants fréquentant les écoles d'obédiences religieuses alors que l'école publique manque cruellement de moyens, ou

encore quand il préconise l'ouverture d'un débat pour une « laïcité ouverte ». Quel projet se cache derrière de tels propos ? Ne remet-il pas en cause les fondements de la République ? Comme le rappelait Marie-George Buffet en 2003 : « Il nous faut combattre fermement tous les comportements portant atteinte à l'égalité homme/femme, la laïcité doit s'attacher à ouvrir l'espace démocratique et citoyen ».

Il faut déconstruire toutes les dominations, particulièrement le patriarcat. Réévaluer le rôle de l'éducation nationale pour développer l'esprit critique, notamment en dispensant des cours sur les droits à l'égalité, l'histoire des religions, la laïcité à la française.

Ne faut-il pas écrire les pages d'une laïcité européenne qui permettrait de garantir les libertés, comme y travaillent nos amies de l'IFE ?

En tout état de cause, il faut, comme le défendait Jean Jaurès, articuler laïcité, démocratie et luttes sociales. La République française doit être laïque et sociale. Elle restera laïque parce qu'elle aura su rester sociale.

Élisabeth Ackermann

SOLIDARITÉ

Changeons nos rapports avec le Sud.

Ne laissons plus l'Europe imposer un partenariat de libre-échange avec les pays du Sud qui détruit leurs économies locales, augmente la pauvreté et les intégrismes, mettant la population, et en particulier les femmes, dans des conditions de vie inacceptables.

Soyons aux côtés des femmes qui luttent pour leur émancipation.

Là-bas : la femme iranienne, prix Nobel de la paix, nous dit : « Les groupes intégristes utilisent la religion pour maintenir le patriarcat. Certaines femmes qui se rebellent sont obligées de s'exiler pour échapper aux pressions de leur entourage et de leurs gouvernements ».

Et ici : les femmes immigrées, vivant avec nous, dénoncent leur double exploitation : celles des traditions patriarcales qui les affaiblissent et qui font qu'elles subissent donc, en première ligne, l'impact des politiques libérales.

Avec Sarkozy, les étendards de l'égalité sont en berne.

Et plus un pays est inégalitaire, plus les personnes aisées sont incitées à se faire servir par une armée d'employés du bas de l'échelle, qui sont majoritairement des femmes et souvent des femmes immigrées.

Nous sommes solidaires avec toutes ces femmes.

Ensemble, battons-nous pour une autre forme de croissance et d'échange que ceux que nous impose l'OMC. Nous voulons une croissance respectueuse des femmes, des hommes et de la nature.

Et sur notre territoire, nous voulons l'égalité de droit pour la protection contre l'exploitation et la discrimination des immigré-e-s.

Christine Mendelsohn



activité de la commission nationale

MOBILISATION POUR LE 17 OCTOBRE adresse aux adhérentes et adhérents

Lettre aux adhérentes et adhérents du Val-de-Marne
pouvant servir aux autres fédérations

Cher-e camarade,

Nicolas Sarkozy et son gouvernement tentent de faire croire qu'une sortie de crise s'annonce, comme si les recettes du capitalisme pouvaient guérir le pays de ce système d'aliénations, d'oppressions et de discriminations. Dans cette crise systémique, seuls les tenants du CAC 40 s'en sortent, les autres : jeunes, retraité-es, chômeurs, migrant-es sont de plus en plus durement frappés. Et parmi eux, ce sont les femmes qui sont les plus touchées par le chômage, la précarité, les bas salaires, les emplois à temps partiels. Elles sont à poste égal moins bien payées que les hommes, elles ont à diplômes égaux moins accès aux postes à responsabilité...

Et voilà que maintenant le gouvernement en rajoute. Monsieur Xavier Darcos veut supprimer les mesures compensatoires accordées aux femmes, sous le prétexte que les pères l'exigent aussi ! Devant le tollé provoqué par une telle mesure, il a quelque peu reculé, du moins en parole, mais rien n'est encore gagné ! Nous continuerons donc à faire signer la carte T exigeant le retrait de ce projet, nous appuyant sur les milliers de soutiens obtenus à la Fête de l'Humanité.

Nous savons pertinemment que le gouvernement expérimente ses mauvais coups en matière de droits, de conditions et de code du travail en s'en prenant d'abord aux femmes pour généraliser ensuite les mesures prises à l'ensemble du monde du travail. C'est ainsi qu'il procède pour remettre en cause les acquis sociaux. L'analyse des inégalités et celle du fonctionnement même de nos sociétés ne peuvent être menées sans la prise en compte des mécanismes de discriminations entre les femmes et les hommes, et la façon dont ils déterminent les formes de précarité pour les femmes. En effet, les évolutions économiques influent sur les inégalités de genre et, en retour, celles-ci déterminent de nouvelles formes d'inégalités, pour les hommes comme pour les femmes. Ainsi, la question de l'articulation des temps sociaux est essentielle, afin de ne pas encourager les hommes à allonger leurs horaires (pour gagner plus) et les femmes à les raccourcir (pour avoir du temps pour les enfants et la famille).

La question des droits des femmes, de l'égalité femmes/hommes n'est donc pas une question subalterne. Elle est fondamentale pour les révolutionnaires que nous sommes, nous qui voulons dépasser le capitalisme. Elle est fondamentale pour celles et ceux qui veulent transformer la société.

Nous devons nous mobiliser pour faire reculer la casse de tous les acquis obtenus par nos luttes au XXe siècle. Ensemble, il s'agit de construire une nouvelle société égalitaire avec une autonomie pleine et entière pour les femmes du monde entier; autonomie économique, liberté de pouvoir disposer de son corps, respect et dignité en obtenant le vote et l'application de la loi cadre contre les violences... C'est pourquoi le Parti communiste français est signataire de l'appel à la :

Manifestation nationale pour les droits des femmes, samedi 17 octobre 2009, à 14h30, place de la Bastille

Parce que nous gagnerons si nous sommes rassemblés dans un combat réunissant femmes et hommes, nous invitons les communistes du Val-de-Marne à y participer nombreuses et nombreux.

Comptant sur ta participation active à la réussite de cette initiative en y étant présent-e et en y invitant largement tes collègues, tes ami-e s, tes voisin-e s, et étant à ta disposition pour te fournir tout renseignement complémentaire, reçois, Cher-e camarade, l'expression de nos sentiments fraternels.

Laurence Cohen
Secrétaire départementale du Val-de-Marne
Responsable nationale de la commission
Droits des femmes/féminisme

Céline Mazeau
Responsable du collectif départemental
Droits des femmes/féminisme

Notre cortège doit être dynamique, joyeux, combatif. Il est très important que nous puissions défilé ensemble derrière la banderole du Parti et non en ordre dispersé chacun et chacune allant avec telle ou telle association. Rendez-vous à partir de 14h devant la camionnette du PCF

**jusqu'au
3 octobre**

Votation pour le maintien du service public postal

**à partir du
10 octobre**

Participation aux ateliers de la gauche

17 octobre

Manifestation nationale à Paris pour les droits des femmes
de Bastille à Opéra
rendez-vous à partir de 14 h devant la camionnette du PCF
place de la Bastille

Tee-shirts *Égalité*

Toujours disponibles.

La Fête de l'Humanité est propice à la vente de tee shirts *Égalité*.

La Seine-Maritime a vendu 25 tee-shirts au cours d'initiatives publiques.

Vous pouvez passer vos commandes avant la Fête auprès d'Élisabeth Ackermann
au 01 40 40 12 27 ou eackermann@pcf.fr

BON DE COMMANDE tee-shirts *Égalité*

Fédération : _____
nom et adresse

Camarade qui passe commande : _____
nom et prénom, téléphone

nombre

_____ **tee-shirts - taille small à 10 euros** = _____

_____ **tee-shirts - taille large à 10 euros** = _____

Total commande : _____

ci-joint : règlement _____